

## Document

### Les Peuples du Proche-Orient relèvent la tête

(<http://www.voltairenet.org/fr>)

**Le 25 janvier 2011**

Les prémices d'une ère nouvelle au Proche-Orient / Le « haririsme » à découvert au Liban / Nagib Mikati, un Premier ministre atypique / Jeffrey Feltman se rend à Paris pour une réunion annulée / La réalité sociale revient par la grande porte dans le monde arabe / Egypte : la révolution en marche.

---

#### **La tendance générale**

##### **Les prémices d'une ère nouvelle**

La révolte populaire qui secoue l'Egypte focalise l'intérêt du monde entier en raison de l'importance, du poids et du rôle de ce pays dans l'histoire. Et quels que soient les changements politiques qui peuvent intervenir, et qui risquent de s'accélérer dans les jours à venir, et au vu de ce qui s'est passé en Tunisie et de ce qui est en train de se dérouler en Jordanie, il est clair que le monde arabe se trouve au seuil d'une ère nouvelle qui aura des répercussions sur l'ensemble du Moyen-Orient.

Une analyse des derniers développements permet de faire, d'ores et déjà, les observations suivantes :

1. L'intifada du peuple égyptien ressemble en tous points à la révolution tunisienne. Les similarités reflètent la profondeur du changement en cours dans le monde arabe où des régimes évoluant dans la sphère hégémonique américaine et occidentale vacillent. Ces régimes, bâtis sur un modèle capitaliste sauvage, pratiquant le pillage continue des richesses et des ressources nationales à travers les privatisations effrénées, conformément aux formules imposées par le Fonds monétaire internationale, la Banque mondiale, et les bureaux de conseils états-uniens et européens, allient en même temps leur alignement sur les politiques économiques occidentales et leurs relations avec Israël.

2. Le peuple égyptien s'est clairement exprimé sur les chaînes de télévision satellitaires arabes et internationales et sur les ondes des radios sur les raisons de sa révolte. Il a invoqué le blocus de Gaza, les accords de Camp David, les droits de l'Egypte dans les eaux du Nil bradés par le régime, la partition du Soudan, en plus de la dimension sociale portant sur la faim, le chômage, la pauvreté et l'injustice. Les manifestants ont également invoqué les libertés bafouées, l'absence de démocratie et la répression. Ces mêmes thèmes ont constitué le moteur de la révolte tunisienne et de la colère des Jordaniens.

Ces événements sont le signal de l'éveil des peuples arabes après des décennies de passivité.

3. Les développements en cours montrent l'émergence d'une génération de jeunes étudiants et intellectuels évoluant en dehors des partis traditionnels de l'opposition autorisés par les régimes dans le but non-avoués d'absorber la colère de la population. En Tunisie comme en Egypte, nous assistons à l'apparition du noyau d'un mouvement politique nouveau formé de jeunes, qui fonctionnent selon des règles organisationnelles méconnues et modernes, utilisant les outils de la Toile pour communiquer et mobiliser. Cette génération de militants semble dotée d'un flair politique, preuve en est la poursuite de la protestation en Tunisie après la chute de Ben Ali, pour empêcher que les acquis de la révolution ne soient subtilisés par les résidus de l'ancien régime.

4. Les observateurs voient dans tout ce qui se passe une prise de conscience qui se répand à travers les chaînes satellitaires et l'Internet, mettant ainsi un terme à ce que les intellectuels ont appelé, depuis la conclusion des accords de Camp David, « le sale temps des Arabes ». La destruction de la légende d'« Israël l'imbattable » par les mouvements de résistance libanais et palestiniens se complète aujourd'hui

par la révolte des peuples arabes dont certains avaient critiqué la passivité et l'indifférence face aux humiliations nationales infligées par Israël et ses alliés occidentaux.

5. Les questions se bousculent à Tel-Aviv, Washington, Paris et Londres, sur l'avenir incertain de l'influence de l'alliance israélo-occidentale dans le monde arabe, basée, depuis 30 ans, sur des régimes oppresseurs et corrompus que cette alliance croyait à l'abri de toute secousse grâce à la culture du défaitisme et aux moyens innovants de répression. Pour montrer le désarroi qui s'est emparé de cette alliance, il suffit de signaler que pendant que Barack Obama essayait de convaincre Hosni Moubarak de faire des concessions significatives pour éviter l'effondrement total, on s'interrogeait à Tel-Aviv sur ce qui se passerait au cas où les passages étaient ouverts entre l'Égypte et la Bande de Gaza. L'annulation de Camp David est également envisagée.

6. Le mouvement populaire en Égypte et en Tunisie a fait preuve d'une très grande maturité dans la gestion de leurs relations avec la police et l'armée, ce qui a permis de neutraliser la troupe, voire d'encourager des ralliements. Les protestataires ont également su gérer à merveille les débordements et les pillages, souvent organisé par des membres des services du régime, pour détourner l'attention des manifestants ou ternir leur image. Ils ont créé des comités populaires chargés de protéger les bâtiments publics et privés.

Cet éveil est la preuve de l'existence d'une culture du bien public, accumulée pendant les années d'attente qui ont préparé la grande explosion.

## **La tendance au Liban**

### **Le « haririsme » à découvert**

Le 25 janvier 2011 s'inscrit dans les annales comme la date-clé de la décadence du « haririsme », de sa chute, et du dévoilement de son véritable projet, après la série de chocs qu'il a connus ces dernières semaines.

A la veille des consultations parlementaires pour la désignation d'un nouveau Premier ministre, sont révélés au grand jour les engagements de Saad Hariri à renier le protocole de coopération signé entre le Liban et le Tribunal spécial pour le Liban, à retirer les juges libanais siégeant au TSL et à annuler le financement par le Liban de cette instance. En contrepartie de ces engagements, qui sont le fruit de la médiation syro-saoudienne, Hariri a réclamé des mesures révélant l'étendue de son implication dans la fabrication des faux témoins et son intervention directe dans le cours de l'enquête. L'ancien Premier ministre a finalement accepté de déconnecter le Liban du TSL à condition que le dossier des faux témoins soit définitivement clos et que tous les pouvoirs lui soient octroyés dans les domaines financiers et économiques.

La déception de ses partisans était grande lorsqu'ils ont réalisé que leur chef était disposé à abandonner le slogan « Justice et vérité », autour duquel il les a mobilisés depuis l'assassinat de son père. Saad Hariri a exigé des victimes des faux témoins qu'ils n'engagent aucune poursuite au Liban ou à l'étranger contre eux ou contre ceux qui les ont manipulés. Les Libanais ont compris les raisons de l'entêtement de l'ancien Premier ministre lorsqu'ils l'ont entendu en pleine réunion de coordination avec le plus célèbre faux témoin, le Syrien Mohammad Zouhair al-Siddik, en présence de son principal conseiller Wissam el-Hassan et de l'enquêteur allemand Gerhard Lehman. Ce dernier est soupçonné d'avoir vendu des documents relatifs à l'enquête Hariri, y compris des enregistrements sonores des dépositions de nombreux témoins.

La formation d'une nouvelle majorité parlementaire, composée de l'ancienne opposition et des forces du centre, a favorisé l'émergence d'un nouveau paysage politique et d'un nouvel équilibre parlementaire. Saad Hariri a riposté à ce processus constitutionnel en appelant à une journée de colère dont le déroulement a révélé le véritable plan des « haririens » et de leurs complices. Il était clair que la masse populaire n'a pas répondu à l'appel. La place des martyrs, dans le centre de Beyrouth, est restée pratiquement vide, à part quelques dizaines d'individus qui se sont rassemblés devant le tombeau de Rafic Hariri. A Tripoli, les organisateurs ont dû reporter d'une heure le début de la manifestation pour permettre l'acheminement de partisans de villages du Akkar et de Dennyé, après la faible participation des habitants de Tripoli, ville natale du nouveau Premier ministre, Najib Mikati. Les discours à connotation sectaire prononcés lors de cette manifestation étaient marquants. Pire encore, le Courant du futur de Saad Hariri a mobilisé des groupes de jeunes désœuvrés qui ont bloqué les routes à l'aide de pneus enflammés et ont attaqué les soldats de

l'armée à coup de pierres et de cocktails Molotov. Ces jeunes se sont livrés à des provocations dans le but d'entraîner une riposte de la part des partisans du Hezbollah et du mouvement Amal qui avaient reçu des consignes strictes à la retenue. Même les médias n'ont pas échappé à la vindicte des partisans de Hariri qui ont attaqué à Tripoli des équipes de télévisions, incendiant les véhicules appartenant à al-Jazeera et à la NTV.

L'objectif de cette « Journée de colère » était d'intimider le Premier ministre Najib Mikati afin qu'il refuse sa désignation, ou de plonger le pays dans une discorde sectaire.

Cependant, Najib Mikati a tenu bon et accepté sa nomination, tandis que l'opposition, ainsi que le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt, ne se sont pas laissés entraînés dans des réactions aux agressions commises par les partisans du Courant du futur.

Saad Hariri, réalisant que son assise populaire n'est plus disposée à le suivre aveuglément comme dans les années précédentes, a dû présenter des excuses publiques pour les crimes perpétrés par ses partisans, surtout contre les médias.

Cette image d'un parti refusant le jeu démocratique et constitutionnel, présentée par Saad Hariri, se complète par le refus des autres composantes du 14-Mars de participer au gouvernement malgré la main tendue par Najib Mikati. Et le refus de la majorité des Libanais de descendre encore une fois dans la rue prouve leur attachement à la stabilité et au calme en cette période délicate et leur volonté de tourner une page de l'histoire du Liban faite de mensonges et de faux témoignages qui ont accusé la Syrie de l'assassinat de Rafic Hariri un certain temps et qui, maintenant, se préparent à impliquer injustement le Hezbollah dans ce crime odieux.

### Déclarations et prises de positions

**Najib Mikati**, Premier ministre du Liban

Extraits de plusieurs interviews accordées à des médias libanais et étrangers

*« S'il vous plaît, et je m'adresse surtout à la communauté internationale, ne jugez pas à l'avance ma personne ou mon comportement. Je le dis très franchement, cette nomination ne m'engage pour le moment à aucune position politique prise par le Hezbollah, sauf à celle de la protection de la Résistance. Je dis merci au Hezbollah. Je le respecte comme je respecte ceux qui n'ont pas proposé mon nom. Maintenant, je vais travailler dans l'intérêt de tous les Libanais. Arrêter le tribunal n'est plus aujourd'hui une décision libanaise. Mais la coopération du Liban avec le TSL est une autre affaire. Avant de tirer des conclusions hâtives, nous devons nous pencher de nouveau sur la question, l'étudier puis la traiter à travers le dialogue (...) Toute décision au sujet du TSL devra être prise à l'unanimité et il n'est pas question de brader le sang des martyrs. Le Liban ne peut qu'avoir de très bonnes relations avec Washington. J'espère qu'ils continueront à soutenir le Liban. Ils connaissent mon passé. J'ai un background d'homme d'affaires et tout le monde des affaires sait que je suis un libéral. Personne de sensé au Liban ne peut vouloir un affrontement avec la communauté internationale. Personne ne m'a posé des conditions pour me soutenir dans ma candidature. Je dirai même plus, c'est moi qui ai posé des conditions. Je laisserai aux prochains jours le soin de dire si Najib Mikati est resté fidèle ou pas à ses constantes. »*

**Michel Aoun**, principal leader chrétien de l'opposition

*« Saad Hariri tient un double langage, réclamant une chose et son contraire en fonction de la position dans laquelle il se trouve et supprimant de ce fait le concept de minorité et de majorité. L'opposition s'est conformée au processus démocratique, malgré les interventions étrangères en faveur de Hariri et non pas du Liban. Quel État est intervenu pour nous ou en notre faveur, conformément à sa propre politique ? Aucun. Les Libanais refusent la poursuite du chantage et l'indifférence à leur égard. Vous allez constater prochainement une détente financière et économique. Ils essaient bien entendu de lancer une guerre sur base de l'équation suivante : gouverner le pays ou le brûler. C'est ce que tout le monde a pu constater, sachant qu'avec notre choix politique nous avons permis à l'action de Solidere de gagner un point ou un point et demi, ce qui n'est pas peu. Nous avons donc augmenté ses profits (allusion à Saad Hariri, Ndlr). Ils ont dépassé les limites. Non seulement leur candidat est au banc des accusés à cause de l'effondrement monétaire et de l'affaire des faux témoins, mais il y a eu aussi ces provocations. Nous avons suffisamment*

*supporté, mais nous ne supporterons plus que le pays s'effondre pour ses beaux yeux (...) Selon un sondage effectué par le Washington Institute à travers une compagnie indépendante, 79 % des sunnites sont avec le TSL, 85 % des chiïtes contre et 55 % des chrétiens contre. Je n'ai pas les chiffres du reste, mais je crois que la majorité écrasante des Libanais est contre le tribunal. Ils prétendent qu'ils veulent aider la population libanaise, mais les chiffres montrent que cette population ne veut pas de leur aide. L'action du TSL s'arrêtera d'elle-même. »*

**Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

*« Nous aspirons à une coopération de la part de tous dans ces moments difficiles. Face aux développements et aux événements, nous avons eu recours aux institutions constitutionnelles et aux options légales. Face à l'acte d'accusation qui vise la Résistance, nous avons agi selon notre droit constitutionnel (...) Nous comprenons tous les sentiments, compte tenu du fait que tout le monde avait les nerfs tendus et en raison de la tension politique, psychologique, émotionnelle et médiatique durant les dernières semaines et les derniers jours. La bataille des consultations était très féroce. Beaucoup en ce monde s'en sont mêlés, mais elle était légale et constitutionnelle. Le vice-président des Etats-Unis Joe Biden a contacté l'un des chefs de bloc parlementaire (Walid Jumblatt, Ndlr) pour lui demander de voter pour Saad Hariri. Nous comprenons la colère. Mais admettons un instant que l'autre candidat ait été désigné et que certaines personnes aient manifesté comme aujourd'hui, vous auriez commencé à entendre les condamnations en provenance de Washington. Dans ce cas, l'ensemble des centres de décision états-unien auraient participé à une campagne politique pour qualifier les protestataires d'insurgés, de dictateurs, de hors-la-loi et de personnes hostiles aux institutions constitutionnelles. Mais parce que le camp qui a manifesté est en réalité le leur, tout le monde s'est tu. Tous ceux qui parlent du respect de la légalité libanaise, de la majorité parlementaire, des institutions constitutionnelles et du jeu démocratique se sont tus. Si vous respectez la majorité parlementaire —et c'en est une— pourquoi respecter l'une et pas l'autre ? Si les manifestations dans les rues et le fait de couper les routes constituent un droit démocratique et légal, pourquoi condamniez-vous l'opposition auparavant ? Si ce n'était pas un droit légal et démocratique, pourquoi vous taisez-vous lorsque d'autres que l'opposition se livrent aux mêmes pratiques. Les conférences qu'on nous donnait depuis six ans sur la démocratie et la volonté de la majorité sont aujourd'hui terminées. Nous sommes dans une autre situation. L'intimidation du Premier ministre Nagib Mikati ne servira à rien, de même que les volontés de falsification. Il semble que certains leaders —à distinguer des bonnes gens dans les rues— qui savent ce qu'ils font et qui ont donné des engagements massifs, ont acquis une grande expérience dans la falsification des choses et des vérités, depuis l'enquête internationale et le tribunal international jusqu'à l'invention des faux témoins. Ils veulent dire maintenant que le Premier ministre est désigné par le Hezbollah. Il ne l'était pas et il ne l'est pas à présent. En 2009, vous étiez alliés et candidats sur les mêmes listes, et l'homme est un centriste. Il n'était ni du 8-Mars ni dans l'opposition. Affirmer qu'il est le candidat du Hezbollah, c'est tenter de faire pression sur lui. L'objectif de ces propos est de se livrer à des provocations sectaires. Nous ne voulons pas le gouvernement (...). Le plus grand mensonge est d'accuser le Hezbollah de vouloir dominer l'État et le gouvernement et de vouloir imposer un Premier ministre. »*

**Communiqué du mouvement du 14-Mars**

*« Le secrétariat général du 14-Mars considère qu'utilisant ses armes comme facteur de puissance, le Hezbollah s'est livré ces derniers jours à un coup d'État en bonne et due forme, initié avec le renversement du cabinet Hariri et achevé avec sa désignation du nouveau Premier ministre. Le Hezbollah a utilisé, dans ce cadre, tous les moyens illégaux pour modifier la donne parlementaire et assurer le succès de son candidat, le Premier ministre Nagib Mikati, qui s'est soumis aux conditions du Hezb. Il s'agit d'un coup d'État dont les étapes ne sont pas terminées. Ce qui s'est produit n'a rien à voir avec la pratique démocratique et constitutionnelle, ni avec le principe de l'alternance pacifique et démocratique au pouvoir. Ce qui s'est produit est un coup d'État. La réponse à ce coup d'État ne peut se faire par une simple opposition traditionnelle. L'opposition traditionnelle est en effet nécessaire et possible dans le cadre du jeu politique démocratique... et non pas dans le cas d'un coup d'État. Le secrétariat général annonce dès aujourd'hui le début d'une nouvelle étape, guidée par deux grands titres : le soutien au tribunal international, pour réaliser le droit et la justice, et le désarmement du pays de fond en comble, non seulement pour que les Libanais soient libres et pour que nul ne puisse les terroriser, mais aussi parce qu'il s'agit de la condition sine qua non pour mettre fin à la mainmise sur l'État et son processus d'édification et de développement. »*

**Presse**

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de l'opposition, 28 janvier 2011)

Paris, Bassam Tayyara

Le président français est rentré en toute hâte de Davos pour s'entretenir avec le Premier ministre qatari, avec lequel il a convenu d'annuler la réunion qui était prévue aujourd'hui pour encercler le Premier ministre désigné Nagib Mikati et placer le Liban sous surveillance internationale. Ils ont donc décidé de laisser une chance au jeu démocratique au Liban. Certains milieux français ne veulent voir dans le changement gouvernemental au Liban qu'un « coup d'Etat qui a l'apparence d'une démarche constitutionnelle mais qui a réellement eu lieu par la force ». Une source proche du dossier est même allée jusqu'à dire que « certains ministres ont démissionné suite à des menaces physiques » et que la désignation de Nagib Mikati est « le résultat d'un effondrement du rapport des forces » mais aussi une « violation de l'accord de Taëf ». Toutefois, selon des sources autorisées à s'exprimer au nom de la France, il y a du nouveau dans l'attitude française vis-à-vis du dossier libanais : « La situation au Liban est en train d'être évaluée », affirment-elles avant de renvoyer au communiqué qui a été publié quelques heures après la nomination de Nagib Mikati pour former le nouveau gouvernement. Un communiqué « très dur », selon l'un des observateurs, et qui est inhabituel du point de vue diplomatique, surtout lorsqu'il s'agit du Liban. Tout le monde a en effet constaté que le texte a rendu hommage au président Saad Hariri « sans un seul mot à propos du Premier ministre désigné ». Interrogée sur la question, une source proche du dossier répond : « C'est notre réponse au processus de (recours à la) violence ».

L'intervention qatarie auprès de Sarkozy a réussi à bouleverser de fond en comble l'équation états-unienne. En effet, selon les informations qui ont filtré à propos de la réunion annulée, des modifications substantielles avaient été introduites dans l'ordre du jour : la liste des participants s'est élargie pour inclure en plus des Etats-Unis, de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar, l'Egypte et la Russie, aux côtés de la France, pays hôte. On entend dire que la Russie a accepté d'être présente après une certaine hésitation due au fait que la Syrie a refusé d'y participer. Selon des sources russes, Moscou a souligné que « l'absence de Damas et de Beyrouth » pourrait conférer une dimension « indésirable » à cette réunion. C'est ce que le responsable qatari a repris à son compte, paraît-il, et en a convaincu l'Elysée, tout en sachant que de hauts fonctionnaires du ministère russe des Affaires étrangères se trouvaient à Paris pour des rencontres confidentielles relatives au dossier iranien.

**Al Akhbar** (28 janvier 2011)

Nicolas Nassif

Le président de la République et le Premier ministre désigné semblent convaincus que la nouvelle opposition ne participera pas au gouvernement. Cela paraissait évident après les deux dernières rencontres formelles et froides entre Saad Hariri et Najib Mikati. Dans les cercles restreints du Courant du futur, on dit même que la présence de Hariri au pouvoir et le TSL ne sont plus une « ligne rouge » saoudienne. Najib Mikati préfère former un gouvernement plus grand que le dernier cabinet qu'il a dirigé en 2005 (14 ministres), mais qui ne compterait pas plus de 24 ministres. La part du président de la République sera de trois portefeuilles tout au plus. Malgré toutes les affirmations du 8-Mars, il n'y aura ni tiers de blocage, ni de retour à l'expérience du gouvernement d'union nationale.

Mikati compte sur des garanties obtenues du Hezbollah et de Damas pour pouvoir mener sa mission à l'abri des attaques dirigées par le Courant du Futur à travers la rue sunnite. Mikati pourra ainsi garantir que l'on ne s'en prendrait pas aux figures principales et symboles du mandat de Hariri et de Siniora. Le Premier ministre ne sera pas embarrassé dans son approche à l'égard de la déclaration ministérielle, ou de l'adoption du règlement que Hariri avait d'abord accepté puis rejeté. Ce règlement prévoit l'arrêt de la coopération du Liban avec le TSL, une tâche qui sera au cœur de la mission du prochain gouvernement. La question sera soumise au vote en Conseil des ministres et sera adoptée par une majorité confortable. Idem pour le dossier des faux-témoins et son transfert devant la Cour de Justice.

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars, 26 janvier 2011)

Le Premier ministre désigné, Najib Mikati, a affirmé dans un entretien avec la chaîne de télévision états-unienne CNN qu'il tient fortement à l'entretien des « meilleures relations entre le Liban et les Etats-Unis ». C'est une première réaction de Mikati aux déclarations US, notamment celle de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton qui a averti que l'influence du Hezbollah sur le nouveau gouvernement affecterait les relations entre

les deux pays. Mikati a souligné que l'entretien de bonnes relations avec la communauté internationale est un objectif principal pour son gouvernement.

**Al Hayat** (Quotidien saoudien, 28 janvier 2011)

Paris, Randa Takieddine

Les directeurs des ministères des Affaires étrangères français, états-unien, russe, turc, qatari, saoudien et égyptien devaient tenir une réunion consultative aujourd'hui à Paris pour discuter de la situation au Liban. Ils devaient ensuite se réunir avec le ministre français des AE Michèle Alliot-Marie. La réunion a été annulée à la dernière minute, ou peut-être reportée à une date ultérieure, parce que les participants ne pouvaient pas tous être présents. Le secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour le Proche-Orient Jeffrey Feltman a affirmé à *Al Hayat* que des pays membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur attachement au maintien par le Liban de son engagement à l'égard des résolutions 1701 et 1757 (relative à la création du Tribunal spécial pour le Liban, Ndlr.). Feltman a ajouté que la formation du gouvernement libanais ne revient pas aux Etats-Unis, mais que la partie américaine insiste sur l'engagement du prochain gouvernement à respecter les résolutions 1701 et 1757. La position états-unienne est très proche des positions d'autres pays comme la France, a-t-il précisé. La partie américaine veut coopérer avec un gouvernement libanais qui s'engage fortement à respecter les résolutions internationales et le droit international en général, a affirmé Feltman. Et d'ajouter que le Premier ministre désigné Najib Mikati n'a pas dit ce qu'il compte faire à l'égard des résolutions internationales. Par conséquent, on ne peut pas le juger d'avance, même si la raison qui a abouti à sa désignation était l'annulation de la coopération libanaise avec le TSL.

**As Safir** (Quotidien libanais proche de l'opposition, 28 janvier 2011)

Paris, Mohammad Ballout

Le Premier ministre désigné Nagib Mikati a reçu une nouvelle dose de « soutien international », qui fut assurée par l'entente franco-qatarie à donner la chance nécessaire à son gouvernement, en annulant la réunion du groupe de contact sur le Liban —réunion pour laquelle Jeffrey Feltman avait œuvré et dont il espérait la tenue à Paris—. Ce fut un camouflet pour Washington, au cœur même de la capitale française. Les efforts diplomatiques états-uniens visant à encercler, par des conditions de toutes parts, le prochain gouvernement du président Nagib Mikati ont essuyé un véritable revers : les efforts turco-qataris ont réussi à dégager le terrain devant Mikati pour qu'il forme son gouvernement, après la visite surprise du Premier ministre qatari Hamad ben Jassem à l'Elysée. Il a en effet convaincu le président Nicolas Sarkozy d'annuler une réunion dont Jeffrey Feltman avait débattu avec le Quai d'Orsay et l'un des conseillers de l'Elysée, et qui devait avoir lieu aujourd'hui.

**As Sharq al-Awsat** (quotidien saoudien, 27 janvier 2011)

Paris, Michel Abou Najem \_Paris a « appelé toutes les parties à la retenue et à s'abstenir de tout recours à la violence. » Un appel motivé par « la profonde inquiétude » ressentie par la France au sujet de la stabilité intérieure au Liban et de ses répercussions sur le Liban-Sud et la FINUL. En même temps, selon des sources françaises, Paris redoute aussi le prolongement régional de la situation au Liban, aux niveaux israélien et syrien notamment.

Selon les mêmes sources, les pays de la région sont conscients du fait que ce qui se passe au Liban influe sur les équilibres qui existent dans cette région. D'où la volonté de la France de procéder à des « concertations internationales » sur le Liban —des concertations qui « pourraient revêtir différentes formes », ajoute-t-on de mêmes sources—.

Par ailleurs, la France suit l'actualité libanaise pour prendre position vis-à-vis de l'assistance à l'armée. Explication de ces sources : l'armement de l'armée libanaise « sera l'une des questions qui se poseront en temps voulu ».

Paris est également conscient de l'importance du rôle syrien au Liban et dans les crises régionales, comme l'a indiqué le président Sarkozy. Toutefois, la France serait aujourd'hui « de mauvaise humeur » concernant ses relations avec Damas, la preuve en étant l'annulation de la visite à Damas du président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer.

Sur le plan libanais, la France « n'a pas de réserves » au sujet de la désignation de Nagib Mikati pour former le nouveau gouvernement bien que le communiqué du Quai d'Orsay avant-hier se soit contenté d'indiquer qu'elle en a « pris acte ». Selon des sources diplomatiques non françaises, le nom de Mikati circulait comme « candidat consensuel », la France ayant compris que Saad Hariri n'avait plus aucune chance d'être reconduit à la tête du gouvernement.

**Al Riyad** (Quotidien saoudien, 28 janvier 2011)

Des parties amies ont appelé le Premier ministre sortant Saad Hariri à ne pas se lancer dans la course à la présidence du gouvernement, prétextant l'intérêt national supérieur. Les auteurs de ces appels ne doivent pas oublier que sans le recours à l'intimidation contre certains députés, l'opposition que conduit le Hezbollah n'aurait pas réussi à voler au 14-Mars sa majorité. Le report de la date des consultations parlementaires est une manœuvre. On peut comprendre que Saad Hariri soit soumis à d'énormes pressions. Mais qu'est-ce qui a pris à Nagib Mikati d'accepter sa nomination en lieu et place de Hariri et de permettre ainsi au Hezbollah et aux autres composantes de l'opposition de diviser les rangs sunnites, tout comme ils avaient divisé dans le passé les rangs chrétiens, réalisant ainsi ce qu'ils n'avaient pas réussi de faire avant ?

### **La tendance dans le monde arabe**

#### **La réalité sociale revient par la grande porte**

Certains naïfs n'hésitent pas à voir dans les révolutions et révoltes qui grondent dans les pays arabes une main occidentale, et plus particulièrement états-unienne. Le mythe de la superpuissance des États-Unis et la confusion des positions US, alimentent ce genre de discours. Washington tente de nouer des liens avec les forces montantes dans ces pays et essaye de planter des agents dans les nouveaux pouvoirs en constitution pour faire avorter les révoltes. Telle était la mission du secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, en Tunisie.

La confusion qui est apparue est due à l'effet de surprise. Ces dernières décennies, les élites politiques et intellectuelles arabes pensaient que le recul de la dimension sociale dans le processus de prise de conscience populaire était irrémédiable. De nombreuses théories sur la passivité de la rue arabe s'articulaient autour de cet élément.

Les régimes capitalistes arabes inféodés à l'Occident ont appliqué à la lettre les recommandations des organisations financières internationales, transformées ces vingt dernières années par les États-Unis, en lettres d'engagement : privatisation sauvages, destruction du service public, démission de l'Etat de tout secteur subventionnel, suppression des principales prestations sociales. Le démantèlement des fonctions sociales de l'Etat s'est accompagné du processus politique lié au conflit israélo-arabe caractérisé par une humiliation permanente des Arabes au profit de l'Etat hébreu, qui n'a offert en contrepartie aucune concession sérieuse. Le sommet de l'absurde a été atteint ces trois dernières années lorsque l'Amérique et ses alliés arabes ont mis en avant la théorie de l'alliance entre Israël et les « modérés arabes » face à l'« axe extrémiste », composé de l'Iran, la Syrie et les mouvements libanais et palestiniens de résistance.

Toutes ces politiques parrainées par l'Occident ont détruit les classes moyennes et écrasé les classes pauvres, ce qui, à lui seul, constitue un terreau favorable à l'éclosion d'un mouvement de révolte populaire. Qu'advierait-il alors si à tout cela s'ajoutaient une corruption inimaginable des élites dirigeantes et une féroce répression ?

Les régimes arabes semblaient rassurés que la passivité de la population s'éterniserait, surtout qu'ils avaient réussi à absorber dans leurs structures une partie de l'élite intellectuelle, académique et médiatique, et qu'ils orientaient leurs peuples vers les conflits internes de nature communautaire et sectaire, pour les distraire des véritables causes et enjeux.

La grande souffrance des peuples s'est accompagnée d'un éveil de la conscience politique et culturelle apporté par les grandes chaînes satellitaires arabes et Internet, ce qui a permis de développer un sens du patriotisme alimenté par les victoires des mouvements de résistance au Liban, en Palestine et en Irak. Ces outils de la communication ont aidé la jeunesse arabe à s'ouvrir sur le monde et sur des valeurs politiques et culturelles dont de jeunes militants pionniers se sont armés pour résister au nivellement de la pensée et au système répressif mis en place par les régimes.

L'éradication de la corruption, l'arrêt du pillage des richesses et des ressources, la lutte contre le chômage, l'arrêt de la collaboration avec Israël contre les mouvements de résistance sont autant de slogans qui ont fusé lors des manifestations géantes en Egypte. La réalité sociale, que les classes dirigeantes et avec elles les élites intellectuelles assujetties croyaient avoir fait disparaître de la conscience collective des Arabes semble être revenue par la grande porte. Rien ne pourra plus arrêter la marche des peuples arabes vers la liberté. La vraie liberté.

## Evénement

### Egypte : la révolution en marche

Près d'une semaine après les premières manifestations, le mouvement de contestation en Egypte reste vigoureux : les opposants au régime Moubarak ont lancé lundi 31 janvier un appel à la grève générale et à une marche « millionième » mardi.

Lundi matin, des milliers de personnes étaient rassemblées sur la place Tahrir, épice de la révolte dans le centre du Caire qui a fait déjà au moins 150 morts et près de 4 000 blessés. Les manifestants comptent sur le bouche-à-oreille pour diffuser leur appel, Internet restant en grande partie bloqué et le service de messagerie mobile, perturbé.

Certains manifestants y ont passé la nuit malgré le couvre-feu en vigueur dans la capitale, à Suez (est) et à Alexandrie (nord) de 15 heures à 20 heures. Autour de la place, cernée par des chars, les militaires contrôlaient les identités des manifestants sans toutefois empêcher l'accès au lieu. Des membres de comités populaires vérifiaient qu'aucun policier en civil ne s'infiltrait parmi les manifestants. « Ils veulent entrer et briser notre unité », a indiqué un membre d'un comité populaire sous couvert d'anonymat.

Le gouvernement a fait preuve de fermeté dimanche, ordonnant à la police de retourner dans les rues du pays qu'elle avait désertées vendredi et prolongeant d'une heure le couvre-feu. Les policiers avaient, pour une raison que personne n'explique officiellement, mystérieusement disparu au cours des deux derniers jours, laissant la ville en proie aux pillards, aux détenus échappés des prisons et aux groupes d'autodéfense placés au pied des immeubles. Les manifestants, dont des milliers occupent les lieux jour et nuit, ont formé des « comités populaires » qui filtrent l'accès à la place Tahrir et vérifient les identités pour tenter de démasquer intrus ou provocateurs

Sur le plan politique, Les Frères musulmans ont annoncé qu'ils s'employaient à former un large comité politique avec l'opposant Mohammad Baradeï, afin de nouer un dialogue avec l'armée égyptienne. Baradeï, ancien directeur général de l'AIEA et lauréat du prix Nobel de la paix à ce titre, est rentré la semaine dernière d'Autriche et a pris part aux manifestations, en appelant le président égyptien, Hosni Moubarak, à quitter le pouvoir.

« Nous sommes en train de discuter de la formation d'un large comité de négociation chargé des questions politiques, avec Baradeï, qui reflète la volonté du peuple et qui négocierait avec l'armée », a déclaré à Reuters un dirigeant des Frères musulmans, Essam el Erian.

Baradeï n'a pas encore été approché par les Frères musulmans en vue de former un tel comité, a déclaré le frère de l'opposant, Ali Baradeï.